

Notre-Dame, « plus belle encore »



Le président Emmanuel Macron a visité à plusieurs reprises Notre-Dame de Paris pendant ses travaux, notamment en décembre 2023, ici entouré de l'archevêque de Paris Laurent Ulrich (à g.). Sarah Meyssonnier/AFP

Le président de la République veut faire de la réussite de la restauration de Notre-Dame un symbole d'une mobilisation collective de la nation.

La présentation de la cathédrale, ce vendredi 29 novembre, précède d'une semaine les cérémonies d'inauguration en vue desquelles l'Élysée et le diocèse aplanissent les tensions.

Le président Mitterrand avait dressé sa grande bibliothèque près du pont de Bercy. Jacques Chirac installé son Musée des arts premiers à deux pas du pont de l'Alma. Comme ses prédécesseurs deux fois élus,

Emmanuel Macron laissera lui aussi son empreinte patrimoniale sur les bords de la Seine, qui traverse la capitale d'est en ouest.

Au mitan de son premier mandat, le 15 avril 2019, l'incendie de la cathédrale suscite une émotion nationale et planétaire. Le chef de l'État saisit aussitôt l'enjeu de la reconstruction du monument pour transcender les divisions du pays, alors que gronde encore la colère des gilets jaunes.

Il lance dès le lendemain le défi de rebâtir Notre-Dame en cinq ans et il fait dans la foulée du général Jean-Louis Georgelin son représentant spécial, avec un bureau à l'Élysée. Le chantier sera présidentiel. Les quatre ministres de la culture qui se sont succédé depuis ont bien compris qu'il s'agit d'un domaine réservé.

Ce vendredi 29 novembre, Emmanuel Macron rend une dernière visite de fin de chantier avant l'inauguration officielle, le 7 décembre.

Événement ultra-médiatisé qui sera l'occasion pour le monde entier de découvrir en direct les images de cette cathédrale transfigurée. « *Plus belle encore* », selon les mots du président, le 16 avril 2019.

Promesse tenue. Qu'Emmanuel Macron va mettre aujourd'hui en scène tout en prenant garde de ne pas en faire un succès personnel, mais le résultat d'une œuvre collective.

Sur le parvis, là même où, il y a cinq ans, il avait assisté au sauvetage de la cathédrale aux côtés de la maire de Paris, Anne Hidalgo, Emmanuel Macron a invité l'édile à prendre la parole. Puis il va faire son entrée dans la cathédrale, emmenant dans sa déambulation l'archevêque de Paris, Mgr Laurent Ulrich, et le président de l'Établissement public, Philippe Jost, qui a succédé au général Georgelin.

Lors de cette visite, chacune des dix étapes, dans la nef, sous la charpente puis dans le chœur, sera l'occasion d'échanges avec les acteurs de cette renaissance, l'architecte en chef Philippe Villeneuve puis les petites mains de la restauration.

Le président va ensuite s'adresser aux ouvriers, compagnons, artisans, ingénieurs rassemblés dans la nef. L'Élysée a précisé mercredi que, sur environ 2 000 personnes qui sont intervenues durant ces cinq ans sur le

chantier, 1 300 avaient déjà répondu à l'invitation. Sont aussi attendus les grands mécènes qui ont contribué à la collecte des 843 millions d'euros de dons pour cette restauration.

Au-delà des remerciements et de l'hommage, le président devrait réaffirmer les messages qu'il avait mis en avant dès le lendemain de l'incendie : Notre-Dame est la cathédrale de tout un peuple et ce chantier est la démonstration de notre capacité à unir nos talents.

Depuis des semaines, l'inauguration de la cathédrale a fait l'objet de discussions entre l'Élysée et le diocèse, l'Église catholique étant légalement affectataire des lieux de cultes qui relèvent de la propriété de l'État. Sur fond d'absence du pape François à l'événement, ces échanges ont donné lieu à des tensions, après tout pas très surprenantes s'agissant d'un événement où sont attendus des dizaines de chefs d'État étrangers.

Le respect de la laïcité n'interdit en rien que le président s'exprime à l'intérieur de la cathédrale, mais il a été convenu qu'il le fasse sur le seuil de l'édifice, avant le rite d'ouverture des portes puis la cérémonie liturgique de réveil de l'orgue, la bénédiction par l'archevêque et le chant du Te Deum.

En choisissant d'anticiper cette ouverture officielle d'un médiatique dévoilement des lieux, le président met en valeur l'œuvre de restauration en tant que telle, au terme d'un chantier auquel le diocèse aura été associé de près. Contre l'avis de parlementaires de gauche et aussi de certains élus du bloc présidentiel, la loi de 2019 créant l'Établissement public avait donné un siège du conseil d'administration au diocèse.

L'archevêque et le président se rejoignent par ailleurs sur le projet de créer des vitraux figuratifs dans six des sept chapelles du bas-côté sud de la nef. Un concours a été lancé par le ministère de la culture et le lauréat doit être choisi conjointement par Mgr Ulrich et Emmanuel Macron. Mais ce projet-là se heurte aux défenseurs de l'œuvre de Viollet-le-Duc qui ont déjà menacé d'attaquer en justice toute décision de décrochage des « grisailles ». Ils s'appuient notamment sur un avis

négatif de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture rendu en juillet.

L'annonce du lauréat sera faite a priori avant Noël mais, le 21 novembre, il a été décidé de la repousser de quelques jours pour ne pas gâcher les cérémonies de réouverture par une dernière polémique. Si le sujet de la laïcité reste toujours un sujet sensible en France, celui du patrimoine l'est tout autant.

Bernard Gorce